

Une réforme des partis, pas de la fiscalité

Maxime Prévôt joue donc en quelque sorte au niveau wallon le rôle de Kris Peeters au sein du gouvernement fédéral: celui de l'homme qui doit montrer au monde que son parti n'est pas qu'une simple succursale du plus gros parti de la coalition.

■ Cette année n'a pas tant été celle d'une réforme fiscale ("tax shift") que celle d'une réforme des partis. La preuve avec les chrétiens-démocrates: le CD&V vire à gauche pour arriver à exister au sein d'un gouvernement de droite et le CDH vire à droite pour arriver à exister au sein d'un gouvernement de gauche.

DAVE SINARDET
Politologue,
il enseigne
à l'Université
S'-Louis et à la VUB.

De puis le début, on le voyait déjà au grand jour au sein du gouvernement fédéral, mais entre-temps c'est aussi venu ostensiblement à la surface au niveau flamand: en proie à des conflits incessants, les partis flamands de la majorité ne projettent pas du tout l'image d'une coalition cohérente entre trois partis de centre droit. Les médias flamands parlent abondamment de "kibbelkabinet", ce qu'on peut traduire par "gouvernement cha-mailleur". Seulement, cette étiquette ne colle pas tout à fait à la réalité, parce qu'elle donne l'impression qu'on ne se disputerait que sur des queues de cerises. Cela arrive, c'est vrai. Mais si l'on examine par exemple les positions des partis flamands sur le tax shift, on tombe sur des divergences idéologiques, la plupart du temps sur des lignes de conflit typiques gauche-droite. Même chose avec certains dossiers au gouvernement flamand.

Scotchés ou pas ?

Quand on tourne le regard du côté des gouvernements wallon, bruxellois et de la communauté française, l'image est en train de devenir similaire: les divergences de vues s'accumulent tout autant entre le PS et le CDH. Deux partis que beaucoup de commentateurs – certainement du côté flamand – voient pourtant encore toujours comme des partis "scotchés", encore plus depuis que le CDH a refusé de participer au gouvernement fédéral. Mais c'est précisément cette image que le président du CDH, Benoît Lutgen, tente de faire oublier le plus vite possible pour ne pas laisser tout l'électorat de centre-droite au MR. Pas facile évidemment quand on participe à

trois gouvernements dirigés par des socialistes.

A la communauté française, c'est plutôt l'ancien clivage laïque-catholique qui remonte à la surface avec le dossier sur les cours philosophiques.

Mais au niveau wallon, on voit aussi se développer un clivage gauche-droite. C'est que Benoît Lutgen s'est appliqué à y placer essentiellement des personnalités incarnant l'aile droite du parti. Maxime Prévôt qui, en tant que vice-Premier ministre, est le visage du CDH au sein du gouvernement Magnette, donne l'impression lors de chacune de ses interventions publiques, d'avoir été plus à l'aise aux côtés du MR

au sein du gouvernement fédéral, contre lequel son parti est pourtant en opposition. Récemment, à RTL, il a même ouvertement félicité le gouvernement Michel pour son plan de rôle plus sévère des chômeurs. Dès la présentation de l'accord de gouvernement wallon, Prévôt s'est targué de l'absence d'impôts nouveaux, présentant la chose comme son apport personnel. Depuis, c'est devenu comme une sorte de sport pour lui de lancer toutes sortes de suggestions qui ont le don d'irriter le PS, comme d'augmenter la

part du secteur privé dans les maisons de repos, les zonings industriels ou dans la gestion du réseau autoroutier.

Son partenaire au sein de l'exécutif wallon, Carlo di Antonio, n'est pas en

reste, en plaidant par exemple pour un service minimum aux Tec, du type de celui que le gouvernement fédéral veut instaurer à la SNCB. Et au parlement wallon, le CDH a introduit dernièrement une résolution visant à sanctionner plus sévèrement les auteurs de grèves sauvages chez les Tec, une proposition qui pourrait reposer sur une majorité de rechange avec le soutien du MR et du PP. Autant de points que l'on peut ramener à un clivage gauche-droite et qui donnent lieu à pas mal de "chamailleries" également au sud de la frontière linguistique.

Virages

En résumé, les chrétiens-démocrates francophones (qui se sont rebaptisés en humanistes) suivent une même stratégie que leurs collègues flamands: le CD&V vire à gauche pour arriver à exister au sein d'un gouvernement de droite et le CDH vire à droite pour arriver à exister au sein d'un gouvernement de gauche. Maxime Prévôt joue donc en quelque sorte au niveau wallon le rôle de Kris Peeters au sein du gouvernement fédéral: celui de l'homme qui doit montrer au monde que son parti n'est pas qu'une simple succursale du plus gros parti de la coalition.

L'un doit se différencier de la N-VA; l'autre du PS. Ce qui fait qu'on peut voir en Maxime Prévôt non seulement la version wallonne mais aussi la version "de droite" de Kris Peeters. Le premier casting est clairement plus naturel que le deuxième, puisqu'il y a un an personne n'aurait pu s'imaginer que Peeters – ex-patron de l'Unizo – serait dépassé à sa droite... par un CDH.

Ce qui en dit long aussi sur la disparition progressive de l'empreinte Milquet au CDH, qui se montre aussi au niveau bruxellois avec

l'exclusion de Mahinur Ozdemir.

La question est surtout de savoir si ce genre de positionnement est vraiment crédible. Parce que même si le contexte a joué un rôle, c'est bien le CD&V qui a opté pour une coalition avec la N-VA, tout comme c'est le CDH qui a fini par choisir de se jeter à l'eau avec le PS. Mais bien entendu, on ne peut pas reprocher à des partis centristes de vouloir mener une politique centriste, ce qui est bien en partie le résultat de leur souplesse idéologique.

Bien sûr les situations ne sont pas totalement comparables. Il faut aussi noter qu'au sein du gouvernement wallon, les conflits en sont encore plus au niveau des sorties médiatiques tandis qu'au fédéral ils entraînent déjà plus fondamentalement le travail du gouvernement. Mais on ne peut bien sûr pas éternellement se profiler publiquement sans conséquences pour son positionnement au gouvernement, sauf à être accusé d'hypocrisie.

Réflexion obligatoire

Le jeu des chrétiens-démocrates n'est d'ailleurs pas nécessairement nuisible aux autres partis. Le PS peut se profiler plus à gauche à travers toutes ces discussions avec le CDH, ce qui n'est pas un luxe dans sa concurrence avec le PTB. Et à chaque prise de bec avec le CD&V, l'Open VLD peut se montrer sous son jour le plus libéral, comme ce fut encore le cas le week-end quand les libéraux flamands ont clairement dit "njet" à une taxation des revenus locatifs proposée par le CD&V. Même la N-VA peut tirer son épingle du jeu dans ses tentatives de se profiler comme un parti de gouvernement au centre du pouvoir.

En tout cas, le nouveau paysage politique qu'on connaît depuis un an oblige tous les partis à mener une réflexion idéologique et stratégique sur où ils sont et où ils veulent aller. Finalement, cette année n'aura pas tant été celle de la réforme fiscale que celle de la réforme des partis.

→ Dave Sinardet publie une chronique bimensuelle dans "La Libre" et "De Tijd".